



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.730/2
du 22 juin 2022

advies 71.730/2
van 22 juni 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant modification de
l'arrêté royal du 19 août 2011
relatif à la planification de
l'offre de l'art dentaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
19 augustus 2011 betreffende
de planning van het aanbod
van de tandheelkunde'

Le 20 juin 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 19 août 2011 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 juin 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 juin 2022.

*

Op 20 juni 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 2011 betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 juni 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 juni 2022.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat de studenten en de universiteiten voor het einde van het academiejaar 2021-2022 op de hoogte moeten worden gebracht ;

Dat de stageplannen bij het einde van het academiejaar worden toegekend, op basis van de quota die bepaald zijn in de koninklijke besluiten over de planning, uiterlijk bij het einde van de maand juni ;

Dat dit besluit bijgevolg binnen de kortst mogelijke termijnen moet worden bekendgemaakt, en uiterlijk voor het einde van de maand juni ; ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. Dans l'avis 67.591/2 donné le 16 juin 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 juin 2020 'portant modification de l'arrêté royal du 19 août 2011 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire', était formulée l'observation suivante, qui demeure pertinente, *mutatis mutandis*, pour le projet examiné :

« 1. Il ressort de la modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé' (ci-après : 'la loi coordonnée') opérée par la loi du 22 mars 2018 'portant modification de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015' que le législateur a voulu que la détermination par le Roi, sur la base de l'article 92, § 1^{er}, 1°, de la loi coordonnée, du nombre global de candidats, répartis par communauté, qui, après avoir obtenu le diplôme visé aux articles 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 4, alinéa 1^{er}, de la même loi coordonnée, ont annuellement accès à l'attribution des titres professionnels particuliers, faisant l'objet de l'agrément visé à l'article 86 de cette loi, obéisse à la procédure et applique les critères d'objectivation visés à l'article 92, § 1^{er}/1, de celle-ci.

Cet article 92, § 1^{er}/1, énonce les règles de procédure et de fond qui suivent :

'Les arrêtés visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 3°, sont pris sur avis de la Commission de planification, en tenant compte de la clé de répartition fixée par la Cour des comptes.

La Cour des comptes fixe annuellement cette clé de répartition, avant le 31 mars de chaque année.

Cette clé de répartition est fixée sur la base du nombre d'habitants répartis par communauté.

Le nombre d'habitants de la Communauté flamande est égal à la somme du nombre d'habitants de la Région flamande et du nombre d'habitants néerlandophones dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nombre d'habitants néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale est déterminé en fonction de la proportion d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire néerlandophone dans la Région de Bruxelles-Capitale par rapport au nombre total d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire francophone et néerlandophone dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nombre d'habitants de la Communauté française est égal à la somme du nombre d'habitants de la Région wallonne et du nombre d'habitants francophones de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nombre d'habitants francophones de la Région de Bruxelles-Capitale est déterminé en fonction de la proportion d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire francophone dans la Région de Bruxelles-Capitale par rapport au nombre total d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire francophone et néerlandophone dans la Région de Bruxelles-Capitale'.

Il ressort toutefois de la logique même de cette disposition, lue en combinaison avec le paragraphe 2, 1^o, du même article 92 ¹, que la procédure et la prise en compte des critères précités ne peuvent trouver leur pleine application qu'en vue de la détermination du nombre global de candidats, répartis par communauté, qui, s'agissant des étudiants en dentisterie, sera applicable cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi du 22 mars 2018, soit en 2023, sauf à porter atteinte, à leur égard, au principe de confiance ².

Le projet à l'examen permet à tous les candidats supplémentaires, diplômés à la fin de l'année académique 2019-2020, à côté des candidats visés aux articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 19 août 2011 'relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire', d'accéder à une formation menant à l'un des titres professionnels concernés. Dès lors que le projet concerne des étudiants qui ont entamé leur parcours académique avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 mars 2018, il ne soulève pas de difficulté au regard de l'article 92, § 1^{er}/1, de la loi coordonnée.

2. Il résulte de ce qui précède que, dès 2023, soit cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi du 22 mars 2018, pour la détermination du nombre global de candidats, répartis par communauté, qui, dans une démarche analogue à celle constatée dans le présent dossier, tendrait, sur la base de l'article 92, § 1^{er}, 1^o, de la loi coordonnée, à déroger à ce nombre tel qu'il est fixé à l'article 4/2 de l'arrêté royal du 19 août 2011 'relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire', tel qu'inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 juin 2018 'modifiant l'arrêté royal du 19 août 2011 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire', ou dans une autre disposition prise sur la base l'article 92, §§ 1^{er}, 1^o, et 2, 1^o, de la loi coordonnée, il y aura lieu, à droit constant, de respecter le prescrit du paragraphe 1^{er}/1 de cette disposition.

¹ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : L'article 92, § 2, 1^o, de la loi coordonnée porte le texte suivant :

« La mesure visée au paragraphe 1^{er}, 1^o :

1^o ne peut produire ses effets qu'après un délai égal à la durée des études nécessaires à l'obtention des diplômes visés aux articles 3, § 1^{er}, et 4 ».

La durée des études de dentisterie est aujourd'hui fixée à cinq ans (voir notamment l'avis n° 61.731/2/V donné le 2 août 2017 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 septembre 2017 'modifiant l'arrêté royal du 19 août 2011 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61731.pdf>).

² Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : En ce sens, voir l'avis de la section de législation n° 66.026/2 donné le 25 avril 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 mai 2019 'portant modification de l'arrêté royal du 12 juin 2008 relatif à la planification de l'offre médicale' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66026.pdf>).

Il sera également loisible au Roi de faire application de l'article 92, § 2, 2°, de la loi coordonnée si les conditions d'application de cette disposition sont réunies.

Celle-ci est libellée comme suit :

‘La mesure visée au paragraphe 1^{er}, 1° :

[...]

2° est suspendue par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, s'il ressort notamment du rapport de la Commission de planification, visée à l'article 91, § 2, que les besoins fixés par communauté ne sont pas dépassés entre autres à la suite des mesures prises par communauté en ce qui concerne la maîtrise des besoins' ³ ».

2. Au deuxième visa du préambule, dans la version française, il y a lieu de viser l'arrêté royal du 19 août 2011 et non celui du 11 août 2011.

*

³ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Voir en ce sens l'avis n° 67.436/2 précité.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat de studenten en de universiteiten voor het einde van het academiejaar 2021-2022 op de hoogte moeten worden gebracht;

Dat de stageplannen bij het einde van het academiejaar worden toegekend, op basis van de quota die bepaald zijn in de koninklijke besluiten over de planning, uiterlijk bij het einde van de maand juni;

Dat dit besluit bijgevolg binnen de kortst mogelijke termijnen moet worden bekendgemaakt, en uiterlijk voor het einde van de maand juni;”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. In advies 67.591/2 van 16 juni 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 24 juni 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 2011 betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde’, is de volgende opmerking gemaakt, die, *mutatis mutandis*, ook voor voorliggend ontwerp relevant is:

“1. Uit de wijziging die in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’ (hierna: “de gecoördineerde wet”) aangebracht is bij de wet van 22 maart 2018 ‘tot wijziging van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015’, volgt dat het de bedoeling van de wetgever was dat de Koning, wanneer Hij op basis van artikel 92, § 1, 1°, van de gecoördineerde wet het globale aantal kandidaten per gemeenschap bepaalt dat jaarlijks, na het behalen van het diploma bedoeld in de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 4, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wet, toegang heeft tot het verkrijgen van de bijzondere beroepstitels, die het voorwerp uitmaken van de erkenning bedoeld in artikel 86 van die wet, de procedure volgt en de objectiveringscriteria toepast die vervat zijn in artikel 92, § 1/1, van de gecoördineerde wet.

In dat artikel 92, § 1/1, staan de volgende procedurele en inhoudelijke regels:

‘De in paragraaf 1, 1° tot en met 3°, bedoelde besluiten worden genomen na advies van de Planningscommissie met inachtneming van de verdeelsleutel zoals vastgesteld door het Rekenhof.

Het Rekenhof stelt deze verdeelsleutel jaarlijks vast voor 31 maart van ieder jaar.

Deze verdeelsleutel wordt vastgesteld op basis van het inwonersaantal per gemeenschap.

Het inwonersaantal van de Vlaamse Gemeenschap is gelijk aan de som van het inwonersaantal van het Vlaamse Gewest en het Nederlandstalige inwonersaantal van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het Nederlandstalige inwonersaantal in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt bepaald *a rato* van het aandeel van de studenten in het Nederlandstalige basis- en secundair onderwijs in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verhouding tot het totaal aantal studenten in het Nederlands- en Franstalig basis- en secundair onderwijs in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het inwonersaantal van de Franse Gemeenschap is gelijk aan de som van het inwonersaantal van het Waalse Gewest en het Franstalige inwonersaantal van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het Franstalige inwonersaantal in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt bepaald *a rato* van het aandeel van de studenten in het Franstalige basis- en secundair onderwijs in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verhouding tot het totaal aantal studenten in het Nederlands- en Franstalig basis- en secundair onderwijs in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.'

Uit de logica zelf van die bepaling, gelezen in samenhang met paragraaf 2, 1°, van hetzelfde artikel 92,¹ volgt evenwel dat de voornoemde procedure en in aanmerking genomen criteria pas volledig toegepast mogen worden met het oog op het bepalen van het globale aantal kandidaten per gemeenschap dat, in het geval van studenten tandheelkunde, zal gelden vijf jaar na de inwerkingtreding van de wet van 22 maart 2018, te weten in 2023, opdat ten aanzien van hen het vertrouwensbeginsel niet geschonden wordt.²

Bij het voorliggende ontwerp wordt aan alle bijkomende kandidaten die hun diploma behalen op het einde van het academiejaar 2019-2020, naast de kandidaten bedoeld in de artikelen 4 en 6 van het koninklijk besluit van 19 augustus 2011 'betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde', toegang verleend tot een opleiding leidend tot een van de beroepstitels in kwestie. Aangezien dit ontwerp betrekking heeft op studenten die hun studieloopbaan aangevat hebben vóór de inwerkingtreding van de wet van 22 maart 2018, rijzen daardoor geen moeilijkheden in het licht van artikel 92, § 1/1, van de gecoördineerde wet.

2. Uit het voorgaande volgt dat, als de Koning vanaf 2023, dat is vijf jaar na de inwerkingtreding van de wet van 22 maart 2018, bij het bepalen van het globaal aantal kandidaten per gemeenschap, met een vergelijkbare bedoeling als die welke in dit dossier naar voren komt, zou pogen om op basis van artikel 92, § 1, 1°, van de gecoördineerde wet, af te wijken van dat aantal zoals dat vastgelegd is in artikel 4/2 van het koninklijk besluit

¹ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Artikel 92, § 2, 1°, van de gecoördineerde wet luidt als volgt:

"De in paragraaf 1, 1°, bedoelde maatregel:

1° kan ten vroegste uitwerking hebben na een termijn die gelijk is aan de duur van de studies die nodig zijn voor het behalen van de in de artikelen 3, § 1, en 4 bedoelde diploma's".

De duur van de opleiding tandheelkunde bedraagt vandaag de dag vijf jaar (zie inzonderheid advies 61.731/2/V, gegeven op 2 augustus 2017 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 september 2017 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 2011 betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde', (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61731.pdf>).

² Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Zie in die zin advies 66.026/2 van de afdeling Wetgeving, gegeven op 25 april 2019 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 mei 2019 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 2008 betreffende de planning van het medisch aanbod' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66026.pdf>).

van 19 augustus 2011 ‘betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde’ zoals ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 juni 2018 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 augustus 2011 betreffende de planning van het aanbod van de tandheelkunde’, of in een andere bepaling uitgevaardigd op basis van artikel 92, § 1, 1°, en § 2, 1°, van de gecoördineerde wet, Hij het bepaalde in paragraaf 1/1 van dat artikel zou moeten naleven, tenzij de wettelijke regeling ter zake intussen gewijzigd wordt.

Het staat de Koning ook vrij om daarbij artikel 92, § 2, 2°, van de gecoördineerde wet toe te passen indien de voorwaarden voor de toepassing van die bepaling vervuld zijn.

Die bepaling luidt als volgt:

‘De in paragraaf 1, 1°, bedoelde maatregel:

(...)

2° wordt door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad opgeschort, indien blijkt onder andere uit het rapport van de Planningscommissie bedoeld in artikel 91, § 2, dat de vastgestelde behoeften per gemeenschap niet worden overschreden onder meer ten gevolge van de maatregelen genomen per gemeenschap inzake aanbodsbeheersing’.”³

2. In de Franse tekst van de tweede aanhefverwijzing dient naar het koninklijk besluit van 19 augustus 2011 verwezen te worden en niet naar dat van 11 augustus 2011.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT

³ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Zie in die zin het voornoemde advies 67.436/2.